

# Résultats du Rapport 2017 de l'Observatoire *national* de la *petite enfance*

DOSSIER DE PRESSE  
23 JANVIER 2018



### **3 LES PRINCIPAUX CHIFFRES DE LA DÉMOGRAPHIE DES ENFANTS EN ÂGE D'ÊTRE ACCUEILLIS (0-3 ANS)**

- Des naissances en légère baisse en 2016
- Une légère baisse du nombre d'enfants de moins de 3 ans à court terme, une stabilisation à long terme
- La grande majorité des enfants de moins de 6 ans vit avec leurs deux parents
- Un taux d'emploi inversement proportionnel au nombre total d'enfants mineurs à charge

### **5 UNE PERMANENCE DES SOUHAITS D'ACCUEIL DES PARENTS AYANT UN ENFANT DE MOINS D'1 AN**

- Dans la continuité des vagues d'enquêtes précédentes : stabilité des souhaits initiaux des familles concernant le mode d'accueil de leur jeune enfant
- Une adéquation souhaits/recours inégale selon les modes d'accueil

### **6 L'OFFRE D'ACCUEIL EST STABLE AVEC 56,6 PLACES POUR 100 ENFANTS DE MOINS DE 3 ANS**

### **7 LA BAISSSE DU RECOURS AUX MODES D'ACCUEIL INDIVIDUEL SE POURSUIT**

- Le nombre de bénéficiaires d'un complément d'activité continue de diminuer
- Toujours peu de pères bénéficiaires d'un complément d'activité

### **11 LA PRISE EN CHARGE DES JEUNES ENFANTS PAR LES GRANDS-PARENTS**

- Une solution occasionnelle dans la plupart des cas
- Des grands-parents plus sollicités dans les familles modestes

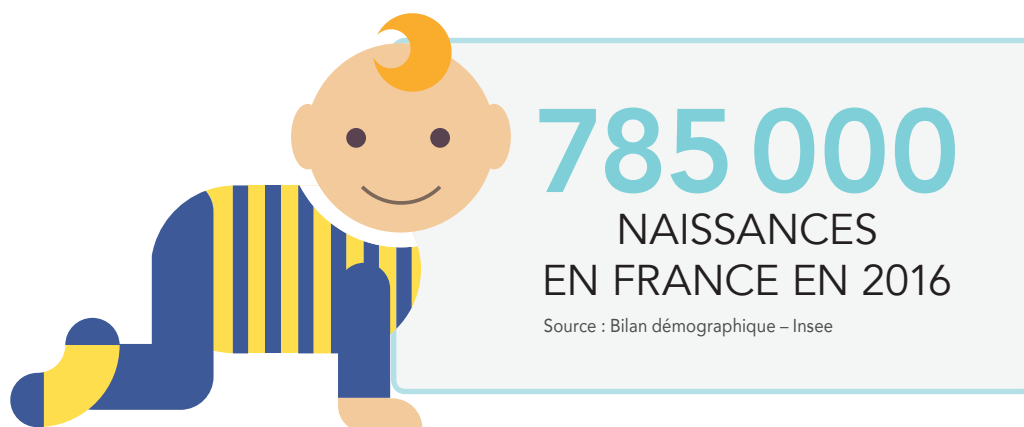
# LES PRINCIPAUX CHIFFRES DE LA DÉMOGRAPHIE DES ENFANTS EN ÂGE D'ÊTRE ACCUEILLIS (0-3 ANS)

## Des naissances en légère baisse en 2016

En 2016, 785 000 bébés sont nés en France, soit 14 000 de moins qu'en 2015. Néanmoins, avec un indicateur conjoncturel de fécondité de 1,93 enfant par femme, la France reste le pays le plus fécond d'Europe.

Avec cette deuxième baisse consécutive, le nombre de naissances de 2016 revient à son niveau de 1999, une tendance qui s'explique par la combinaison de deux phénomènes :

- La diminution du nombre de femmes en âge de procréer (le nombre de femmes de 20 à 40 ans, est passé de 9,2 millions en 1996 à 8,4 millions en 2016.)
- Une certaine diminution de la fécondité des femmes (l'indicateur conjoncturel de fécondité s'élevait à 2,00 en 2014, contre 1,96 en 2015 pour s'établir à 1,93 en 2016.)



## Une légère baisse du nombre d'enfants de moins de 3 ans à court terme, une stabilisation à long terme

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, la France compte 4,7 millions d'enfants de moins de 6 ans et 2,3 millions d'enfants de moins de 3 ans, soit une baisse de respectivement -1,3 % et 1,4 %.

Selon un scénario fixant l'indice conjoncturel de fécondité à 1,95 jusqu'en 2070 et un solde migratoire

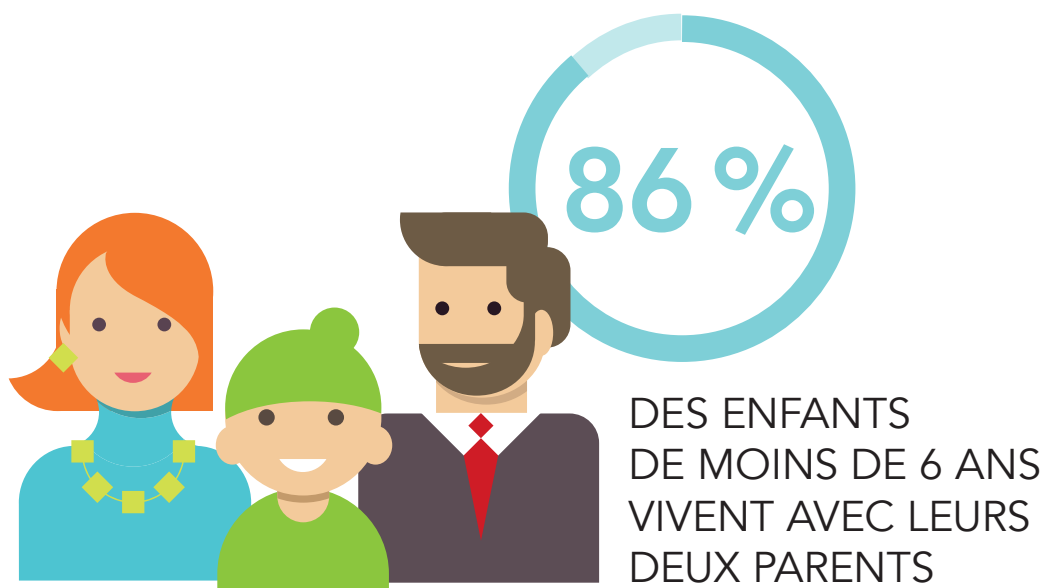
de + 70 000 (hypothèse dite centrale, entre une hypothèse basse et une hypothèse haute), le nombre d'enfants de moins de 3 ans devrait se stabiliser à long terme et s'établir, en 2070, à un niveau équivalent à celui de 2017 (2,9 millions).

## La grande majorité des enfants de moins de 6 ans vit avec ses deux parents

86 % des enfants de moins de 6 ans vit avec ses deux parents.

Parmi les 14 % restants, 9 sur 10 vivent avec leur mère. Seuls 9 % des moins de 6 ans et 8 % de moins de

3 ans vivent dans une famille recomposée, et dans la plupart des cas, l'enfant de moins de 6 ans n'est pas issu de la précédente union mais de celle du couple recomposé.



Source :  
Insee – enquête famille et logements 2011

## Un taux d'emploi inversement proportionnel au nombre total d'enfants mineurs à charge

Près de deux tiers des familles avec au moins un enfant de moins de 3 ans sont des couples avec deux actifs (en emploi ou chômage) ou des familles monoparentales avec un parent actif.

Cependant, le taux d'emploi des mères diminue avec le nombre total d'enfants mineurs à charge, surtout si l'un des enfants est en bas âge.

Les familles monoparentales présentent en général plus de difficultés financières :

- Le niveau de vie des enfants vivant en famille monoparentale est en moyenne inférieur à celui des enfants vivant dans une famille traditionnelle (14 833 contre 22 191 euros par an).
- Plus d'un enfant de moins de 6 ans sur 2 vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté (12 000 euros par an).

# UNE PERMANENCE DES SOUHAITS D'ACCUEIL DES PARENTS AYANT UN ENFANT DE MOINS D'1 AN

Dans la continuité des vagues d'enquêtes précédentes : stabilité des souhaits initiaux des familles concernant le mode d'accueil de leur jeune enfant

Les souhaits du mode d'accueil des enfants se répartissent selon les familles en quatre parts à peu près égales :

- 26 % des familles souhaitent s'occuper elles-mêmes des enfants ;
- 30 % des familles désirent le confier à une crèche ;

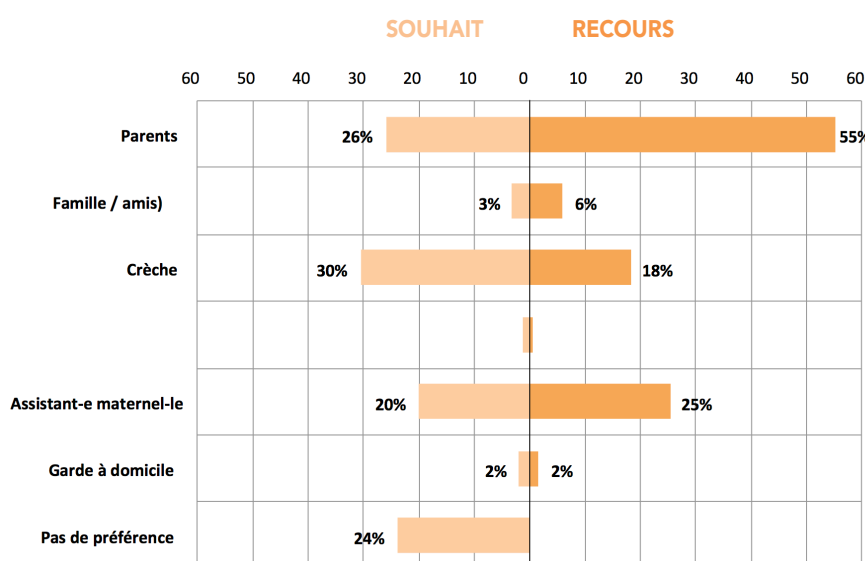
- 19 % des familles veulent recourir à un(e) assistant(e) maternel(le) ;
- 24 % des familles n'expriment pas de préférence particulière.

Ce choix du mode d'accueil initial dépend fortement de l'activité des familles, du lieu de résidence et de l'âge de l'enfant.

## Une adéquation souhaits/recours inégale selon les modes d'accueil

Près de 8 familles sur 10 ont eu recours au mode d'accueil souhaité, soit un taux de 79 %.

Une adéquation souhait/recours inégale selon le mode d'accueil



Source :  
Cnaf -Tmo,  
enquête barométrique 2017

# L'OFFRE D'ACCUEIL EST STABLE AVEC 56,6 PLACES POUR 100 ENFANTS DE MOINS DE 3 ANS

La capacité théorique d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans continue sa progression en 2015. Elle est passée de 50,5 places en 2010 à 56,6 places en 2015.

- L'accueil proposé par les assistant(e)s maternel(le)s reste prépondérant, bien qu'en baisse
- Les établissements d'accueil du jeune enfant (accueil collectif, micro-crèches, crèches familiales et parentales) sont le second pourvoyeur et représentent 17,8 % des places ouvertes aux enfants de moins de 3 ans.

De fortes disparités territoriales sont à noter, avec une capacité d'accueil qui varie de 10 places en Guyane à près de 92 places en Haute-Loire.

Paris et les Hauts-de-Seine bénéficient des capacités d'accueil les plus élevées, comptabilisant 67 et 63 places pour 100 enfants de moins de 3 ans.

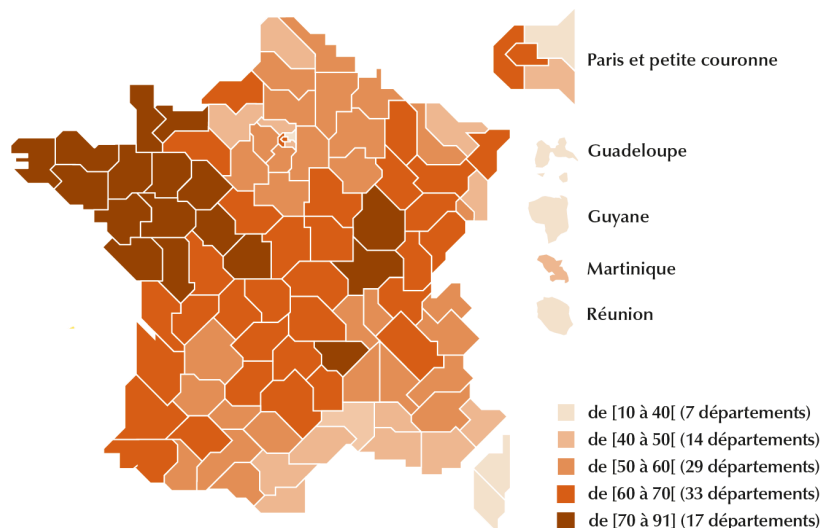
## EN FRANCE, UNE OFFRE D'ACCUEIL PARTICULIÈREMENT DIVERSIFIÉE



POUR 100  
ENFANTS DE MOINS  
DE 3 ANS :



## Capacité théorique des enfants de moins de 3 ans par les modes d'accueil « formels » pour 100 enfants de moins de 3 ans (en %) en 2015



**L'offre d'accueil** est mesurée par un indicateur, la capacité théorique d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans. Il correspond – à un instant donné – au nombre de places disponibles pour les enfants de moins de 3 ans (hors sphère familiale). A noter que cet indicateur ne tient pas compte de l'usage réel des places. Un enfant allant à l'école et étant gardé par un(e) assistant(e) maternel(le) en fin de journée utilise par exemple deux places.

### Source :

Cnaf (Sias-Mteaje et Fileas au 31 décembre 2014), Ccmsa (31 décembre 2014), Drees (enquête Pmi au 31 décembre 2014), Mener Depp (constat de rentrée 2014-2015 et démographie au 1er janvier 2015), Insee, Acoiss.

# LA BAISSÉ DU RECOURS AUX MODES D'ACCUEIL INDIVIDUELS SE POURSUIT

Le recours à un(e) assistant(e) maternel(le) est en baisse depuis 2014. En 2016, 1,07 million de parents employeurs ont recours aux services de 328 000 assistant(e)s maternel(le)s, soit 8 500 de moins qu'en 2015.

Le nombre annuel d'heures déclarées par ces employeurs a également diminué pour la quatrième

année consécutive : -1,1 % par rapport à l'année précédente, représentant 12,8 millions d'heures déclarées en moins par rapport à 2015.

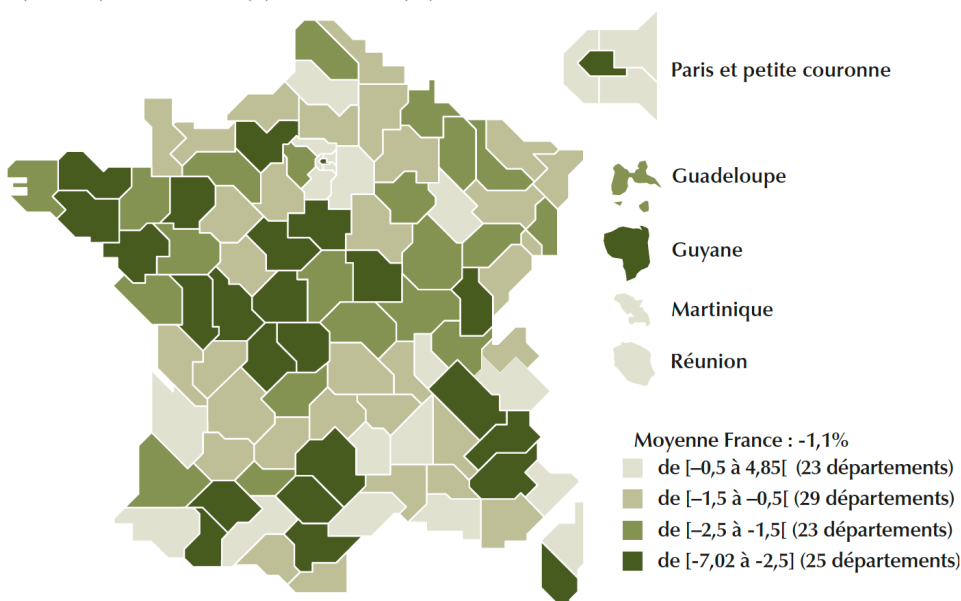
Seule la région Île-de-France voit son nombre annuel d'heures augmenter de manière significative entre 2015 et 2016 (+1,3 million d'heures déclarées).



## 12,8 millions

D'HEURES DÉCLARÉES  
EN MOINS DES ASSISTANT(E)S  
MATERNEL(LE)S

Évolution annuelle du volume horaire déclaré en 2016  
(en %) – Assistant(e)s maternel(le)s



**Source :**

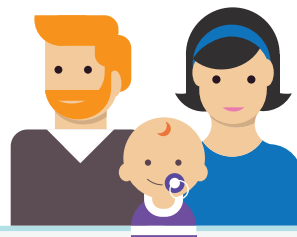
Acoss-Urssaf - centre Pajemploi.  
Champ : assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s déclaré(e)s dans le cadre des dispositifs Paje, Dns et Tts, y compris associations mandataires et hors entreprises prestataires.

**Note :**

suivant le mode de déclaration de leurs cotisations sociales, les particuliers employeurs de personnel de garde d'enfants sont distingués en trois groupes : les bénéficiaires de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje), les utilisateurs de la déclaration nominative trimestrielle (Dns) et les utilisateurs du titre de travail simplifié (Tts).

## Le nombre de bénéficiaires d'un complément d'activité continue de diminuer

Les parents d'enfants de moins de trois ans, qui travaillent à temps partiel ou qui ont cessé leur activité peuvent percevoir un complément d'activité (Clca, Colca ou PreParE) permettant de compenser partiellement leur perte de revenus. En décembre 2016, 410 800 familles ont bénéficié d'un complément d'activité, dont 268 600 familles bénéficiaires de la PreParE.



### La PreParE, qu'est-ce que c'est ?

Mise en place en janvier 2015, la PreParE (prestation partagée d'éducation de l'enfant) a pour objectif d'inciter les parents à partager la baisse d'activité liée à la garde de l'enfant. Par exemple, pendant la première année de l'enfant, chaque parent peut en bénéficier jusqu'à 6 mois.

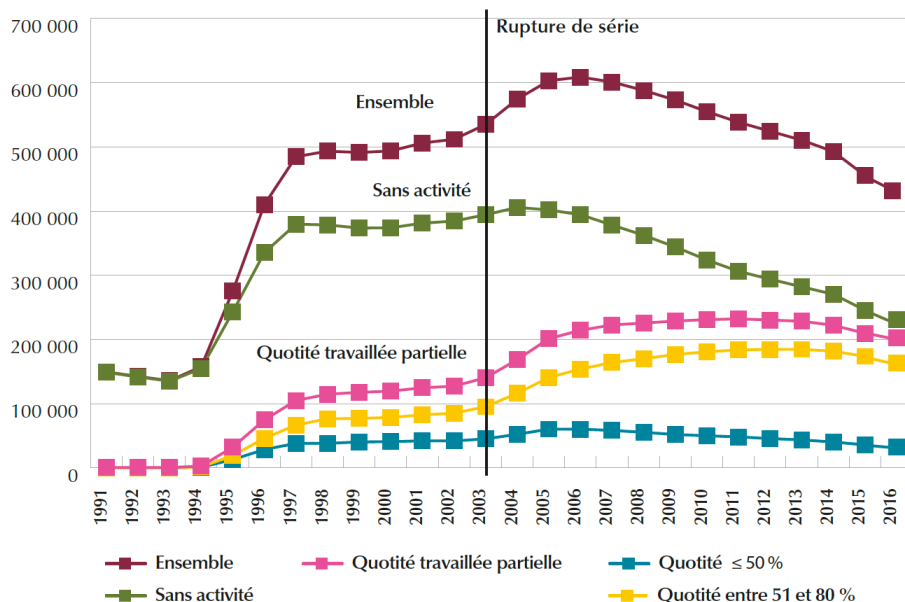
Essentiellement lié à la baisse du nombre de bénéficiaires à taux plein, le nombre de bénéficiaires d'un complément d'activité a beaucoup diminué entre 2015 et 2016 (- 44 700, soit - 9,8 %), poursuivant la baisse observée depuis 2006.

### Évolution du nombre de familles bénéficiaires de prestations accompagnant l'interruption totale ou partielle d'activité

**Source :**  
ONaPE (Cnaf – Fileas, Msa).

**Champ :**  
France entière, familles bénéficiaires de prestations accompagnant l'interruption totale ou partielle d'activité et ayant au moins un enfant de moins de 3 ans.

**Note :**  
de 1991 à 2002, données Cnaf ;  
à compter de 2003, la série prend également en compte les données de la Msa. Entre 1991 et 2003 : Ape (allocation parentale d'éducation) ; à partir de 2004 : Ape ou Clca (complément de libre choix d'activité) ou Colca (complément optionnel de libre choix d'activité) ; à partir de 2015 : Clca ou Colca ou PreParE (prestation partagée d'éducation de l'enfant).





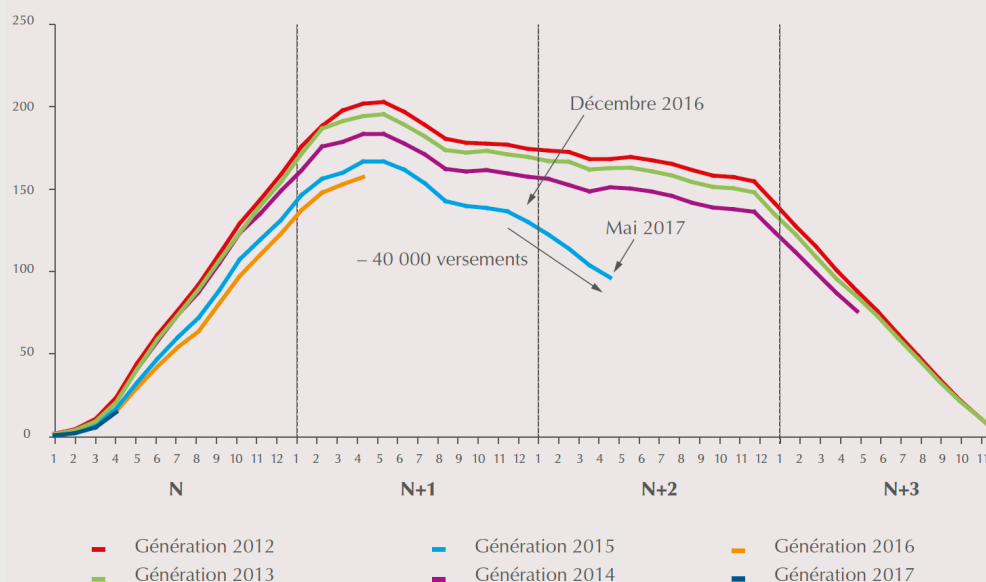
## Toujours peu de pères bénéficiaires d'un complément d'activité

Fin 2016, les pères bénéficiaires d'un complément d'activité représentent seulement 4,4 % des bénéficiaires contre 4,2 % en 2015. Même si en légère progression entre 2015 et 2016, la proportion de pères qui recourent demeure encore très faible.

En décembre 2016, tous types de compléments d'activité confondus, la part des mères bénéficiaires de la prestation à taux plein est deux fois plus élevée que celle des pères, respectivement 52 % pour les mères et 26 % pour les pères. Enfin, plus d'un quart des pères bénéficiaires partagent cette prestation avec leur conjoint(e) au titre d'un Complément d'activité (CA) à taux réduit, contre seulement 1 % des mères bénéficiaires.

Le graphique ci-dessous montre que sur toutes les générations représentées, la baisse est particulièrement prononcée pour la génération 2015, première génération concernée par la PreParE. Cet effet s'observe sur les deux premières années : il y a un moindre recours au départ de la prestation, qui s'accroît au bout de 24 mois, au moment où doit se faire le partage de la prestation, c'est-à-dire que le versement s'arrête et le nombre global de versement diminue. La PreParE n'est donc pas partagée.

Nombre de versements de Clca/PreParE par génération d'année de naissance du benjamin selon le mois et l'année de versement



**Source :**  
Cnaf - Fichiers statistiques mensuels Allnat, non consolidés (hors indus/ rappels) janvier 2014 à mai 2017

**Champ :**  
France entière (hors Mayotte) et Com de Saint-Martin et Saint-Barthélemy – familles bénéficiaires du Clca ou de la PreParE.

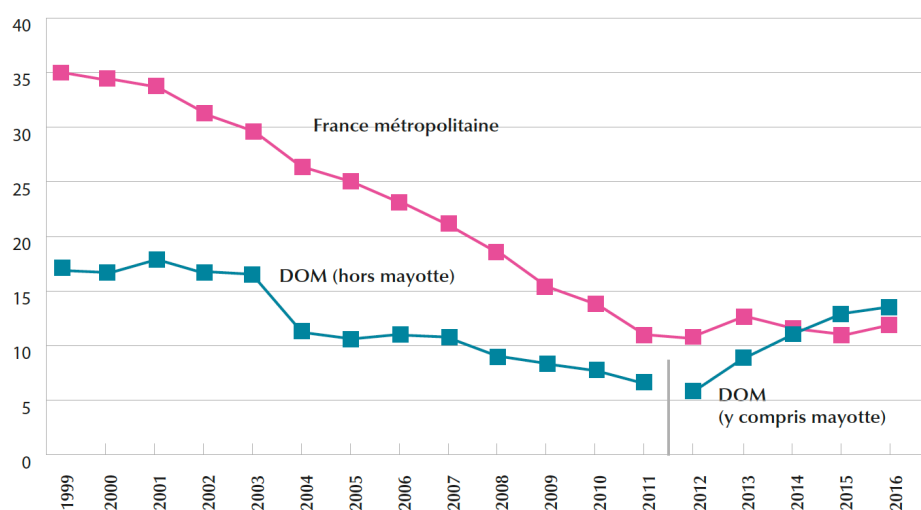


## Le taux de scolarisation des enfants de 2 ans oscille autour de 12 % depuis 2012

À la rentrée scolaire 2016, 96 600 enfants de deux ans sont scolarisés dans les écoles privées et publiques en France métropolitaine et dans les Dom, soit 11,9 % de cet âge (contre 11,5 % en 2015).

Cette légère hausse n'inverse pas la tendance. Sur une longue période, le taux de scolarisation est plutôt orienté à la baisse. Estimé à 35 % au début des années 2000, il se stabilise autour de 12 % depuis 2011.

Évolution du taux de scolarisation des enfants de 2 ans à chaque rentrée depuis 1999 en %



**Source :**  
Menesr-Depp, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire.  
Démographie Depp-Insee

**Source :**  
France métropolitaine + Dom, écoles publiques et privées.

# LA PRISE EN CHARGE DES JEUNES ENFANTS PAR LES GRANDS-PARENTS

## Une solution occasionnelle dans la plupart des cas

En France les grands-parents sont très sollicités par les parents. En 2007, leur recours représentait même un volume horaire hebdomadaire équivalent à celui des assistant(e)s maternel(le)s.

Ils ne représentent néanmoins qu'une solution occasionnelle ou d'appoint puisque les grands parents sont le mode de garde principal de 3 % des enfants de moins de 3 ans seulement.

Les grands-parents assurent plutôt :

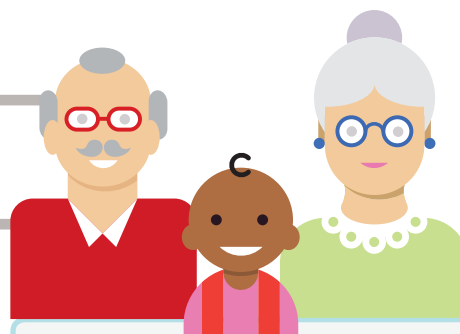
- Une garde de dépannage : 42 % des enfants de moins de 6 ans sont concernés ;
- Une garde de loisirs, c'est-à-dire pendant les vacances scolaires, les week-ends ;
- Une garde de routine sur un faible volume horaire et en complément d'un autre mode de garde.

## Des grands-parents plus sollicités dans les familles modestes

La garde quasi-quotidienne ou quotidienne est marginale, seulement 3 % des enfants de moins de 3 ans sont gardés principalement par les grands-parents en 2013.

Certaines configurations familiales créent de fortes dispositions à confier ses enfants aux grands-parents, c'est le cas des parents séparés et notamment des mères.

La force de l'origine sociale et des structures familiales tend à favoriser tel ou tel type d'investissement des grands-parents et donc à créer des pratiques de grands-parentalités différenciées. Ces types de garde interrogent les inégalités – vis-à-vis des enfants ou des parents – que peuvent provoquer les implications différenciées des grands-parents.



**L'enquête Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants**, menée en 2002, 2007 et 2013 étudie les recours des familles en matière de modes de garde. Elle permet de dresser un panorama de l'ensemble des solutions adoptées par les parents pour répondre à leurs besoins de garde, en lien avec leurs contraintes professionnelles ou financières. Elle permet aussi la réalisation d'enquêtes post-enquêtes qualitatives comme celle sur la garde par les grands-parents décrite ici.

# ANNEXE 1



Observatoire national  
de la petite enfance

---

## A propos de l'Observatoire national de la petite enfance (ONaPE)

---

Créé en 2002 à l'initiative de la Caisse nationale des allocations familiales, l'Observatoire national de la petite enfance (ONaPE) réalise le recueil, l'échange et la coordination des travaux menés dans le domaine de la petite enfance, afin de contribuer à un meilleur éclairage des décisions et de l'action.

### Un observatoire qui rassemble et analyse les données scientifiques sur la petite enfance

Piloté par la Direction des statistiques, des études et de la recherche de la Caisse nationale des Allocations familiales, l'Observatoire fédère l'ensemble des services de statistiques et d'études des institutions impliquées dans les politiques de la petite enfance :

- la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) du ministère des Solidarités et de la Santé ;
- l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ;

- la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale (Depp) ;
- la Mutualité sociale agricole (Msa) ;
- l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss).

L'Observatoire est également doté d'un conseil scientifique.

### Le rapport annuel, un état des lieux de l'accueil des enfants de 0 à 6 ans

Publié annuellement depuis 2005, le rapport annuel de l'Observatoire nationale de la petite enfance est élaboré collectivement. Cette publication fournit des données quantitatives et qualitatives sur l'accueil des enfants de 0 à 6 ans dans sa dimension de

conciliation entre la vie familiale et professionnelle, l'un des axes majeurs des politiques en faveur de la petite enfance. Il vise également à fournir des éléments issus de travaux d'études et de recherches permettant d'approfondir ou d'explorer à l'épreuve du terrain les connaissances recueillies.

# ANNEXE 2

---

## Qu'est-ce qu'un Relais Assistant(e) Maternel(le) (RAM)

---

Créé par la Caisse nationale des Allocations familiales en 1989, le Ram est un lieu d'information, d'animation et d'observation des conditions locales d'accueil du jeune enfant.

- **Le Ram est un lieu d'information pour les parents** à la recherche d'un mode d'accueil. Il leur explique les spécificités de chaque mode d'accueil, fournit la liste des assistants maternels agréés, les renseigne sur les coûts et restes à charge, les aides de la Caf, les démarches à effectuer pour le parent employeur d'une assistante maternelle ou d'une garde d'enfants à domicile, etc.
- **Un lieu d'information pour les professionnels de la petite enfance** sur l'accès aux différents métiers, la formation continue, les évolutions de carrière possibles, les droits et obligations des assistants maternels salariés et gardes d'enfants à domicile, etc.
- **Un lieu d'animation pour les assistants maternels et les gardes d'enfants à domicile** avec l'organisation de temps collectifs (groupes de paroles) pour favoriser le partage d'expérience entre professionnels et des ateliers d'éveil pour la socialisation des enfants accueillis. In fine, en complément des missions qui incombent aux services de Pmi, le Ram accompagne les pratiques professionnelles et améliore la qualité des projets d'accueil individuel.
- Situé au carrefour de l'offre et de la demande, le Ram est aussi **un lieu d'observation** des conditions locales d'accueil du jeune enfant et peut éclairer les élus et institutionnels sur les besoins d'accueil non couverts.

### En décembre 2016 :

- **571 500** familles ayant au moins un enfant de moins de 3 ans ont bénéficié du Cmg (complément du libre choix de mode de garde) assistant maternel, soit 592 300 enfants ;
- **44 000** familles ayant au moins un enfant de moins de 3 ans ont bénéficié du Cmg (complément du libre choix du mode de garde) garde d'enfants à domicile, soit 48 000 enfants.

**CONTACT PRESSE :**

Virginie Rault - 01 45 65 68 84 - [presse@cnafr.fr](mailto:presse@cnafr.fr)

Caisse nationale des Allocations familiales

32 avenue de la Sibelle 75685 Paris Cedex 14

Tél. : 01 45 65 52 52 - Fax: 01 45 65 53 77